

**Assemblée générale**

Distr. générale
19 janvier 2022
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Points 35, 73, 74, 85 et 134 de l'ordre du jour

Prévention des conflits armés**Droit des peuples à l'autodétermination****Promotion et protection des droits humains****L'état de droit aux niveaux national et international****La responsabilité de protéger et la prévention
du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage
ethnique et des crimes contre l'humanité****Lettre datée du 19 janvier 2022, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le 20 janvier 2022, l'Azerbaïdjan célébrera le Jour de deuil national et rendra hommage à ses courageux fils et filles qui, il y a trente-deux ans, ont sacrifié leur vie pour l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays.

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration publiée à cette occasion par le Ministère des affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 35, 73, 74, 85 et 134 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Yashar Aliyev



**Annexe à la lettre datée du 19 janvier 2022 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration du Ministère des affaires étrangères
de la République d'Azerbaïdjan à l'occasion du Jour
de deuil national célébré le 20 janvier**

Dans la nuit du 19 au 20 janvier 1990, sur ordre des dirigeants de l'URSS, 26 000 soldats soviétiques ont envahi Bakou, Soumgaït et d'autres villes d'Azerbaïdjan. Cette intervention militaire a fait 147 morts et 744 blessés graves chez les civils. L'événement est inscrit dans l'histoire de l'Azerbaïdjan moderne sous le nom de « Janvier noir ».

Avant ces faits tragiques, les revendications territoriales infondées de l'Arménie envers l'Azerbaïdjan à la fin des années 1980, les activités séparatistes agressives des radicaux arméniens dans le Haut-Karabakh, qui était alors une région autonome de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan, le soutien des dirigeants soviétiques à l'égard de ces activités et la déportation violente et brutale de centaines de milliers d'Azerbaïdjanais d'Arménie ont provoqué la montée d'un mouvement hostile au Gouvernement soviétique en Azerbaïdjan. Déployée dans le pays pour bloquer ce mouvement national et briser la volonté d'indépendance du peuple azerbaïdjanais, l'armée soviétique s'est livrée à des massacres contre la population civile, au mépris des normes du droit international et des constitutions de l'ex-URSS et de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan.

Immédiatement après cette tragédie, le dirigeant national Heydar Aliyev a tenu une conférence de presse auprès de la représentation permanente de l'Azerbaïdjan à Moscou, au cours de laquelle il a condamné fermement ces atrocités et exigé une évaluation politique du massacre commis envers notre peuple ainsi que la punition de ses auteurs. À une séance extraordinaire du Milli Majlis (Parlement) en février 1994, le meurtre brutal d'innocents perpétré le 20 janvier 1990 a été qualifié d'agression militaire et de crime. À l'issue des délibérations de mars 1994, une décision relative aux actes tragiques commis à Bakou le 20 janvier 1990 a été adoptée, déclarant le 20 janvier Jour de deuil national.

Trente-deux ans se sont écoulés depuis la tragédie du 20 janvier. Cependant, bien que constituant une violation flagrante de la Déclaration universelle des droits de l'homme, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et d'autres textes juridiques internationaux, et l'un des crimes les plus graves du XX^e siècle par son essence et sa portée, cet événement n'a pas encore fait l'objet d'une évaluation politique et juridique internationale. Les anciens dirigeants soviétiques sont directement responsables de ce crime. Conformément au droit international, les événements du 20 janvier doivent être qualifiés de crime contre l'humanité et ceux qui les ont ordonnés et perpétrés doivent en répondre.

Grâce à la courageuse armée azerbaïdjanaise, que le commandant en chef suprême a menée à la victoire, l'intégrité territoriale de notre pays a été préservée à l'issue de la Guerre patriotique de quarante-quatre jours. Aujourd'hui, dans sa trente et unième année d'indépendance retrouvée, la République d'Azerbaïdjan est un membre estimable, fiable et responsable de la communauté mondiale.

Le renforcement de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan est le fondement de notre statut d'État, et nous poursuivrons notre lutte pour le maintien inébranlable de ces principes fondamentaux. Nous continuerons à répondre résolument à toute menace éventuelle visant

l'indépendance et l'intégrité de notre État, et toutes les mesures nécessaires seront prises pour traduire en justice les responsables de crimes divers contre le peuple et l'État d'Azerbaïdjan.

C'est avec le plus grand respect et la plus profonde gratitude que nous célébrons la mémoire de tous les héros qui ont donné leur vie pour l'indépendance de l'Azerbaïdjan et pour la souveraineté et l'intégrité territoriale de notre pays.
